

Responsabilités en Santé-Sécurité-Environnement : nouveaux enjeux, nouvelles responsabilités

Objectifs :

- ▶ Mesurer les responsabilités encourues en cas d'infraction à la législation santé-sécurité-environnement et d'accident ou de maladie professionnelle.
- ▶ Prévenir les sanctions.

Public: Chef(s) d'entreprise ou d'établissement(s)

- Chargés de sécurité et/ou d'environnement
- Responsables opérationnels
- Juristes non spécialistes
- Toute personne chargée d'évaluer les responsabilités encourues au titre des législations santé-sécurité et environnement

Points Forts :

- ▶ Formation très opérationnelle:
 - une formation toujours à la pointe des dernières jurisprudences
 - une alternance d'exposés et d'études de dossiers réels favorisant la projection dans le contexte de l'entreprise
- ▶ Partages d'expériences et d'expertises: une journée animée par les avocats conseils associés du cabinet Savin et Martinet, experts en SSE
- ▶ Accompagnement à la mise en œuvre: Actualité en ligne des Éditions Législatives

Programme :

1. Les mécanismes des responsabilités

- principes généraux
- responsabilités civile, pénale, administrative

2. Identifier ce qui peut être qualifié de faute ou d'infraction

- infractions à la législation santé-sécurité
- infractions spécifiques à l'environnement
- mise en danger d'autrui, comment s'apprécie-t-elle?
- selon quels critères la faute de l'employeur devient-elle inexcusable?

3. Qui peut être rendu responsable ?

- chef d'établissement, chargés de sécurité/environnement, encadrement, salarié
- incidence de la délégation de pouvoir
- cas particulier des propriétaires et des exploitants
- cas de mise en jeu de la responsabilité de la personne morale
- sanctions encourues

Cas pratique: analyse de cas récents de jurisprudence

4. Mise en jeu des responsabilités et règles de prudence

- qui peut mettre en jeu la responsabilité?
- déroulement des procédures en cas d'accident
- procédures spécifiques en cas de maladie professionnelle

- mesurer l'impact de certaines décisions sur le fonctionnement de l'entreprise
- quelles mesures conservatoires prendre?
- recours possibles
- comment organiser sa défense?

5. Quelques situations particulières

- prêt de main d'œuvre
- travail temporaire
- entreprises extérieures
- Installations Classées pour la Protection de l'Environnement (ICPE)

Cas pratique: étude de dossiers réels (procédure d'enquête, recherche de causes, fautes, voies de recours et sanctions appliquées)

Actualité en ligne des Éditions Législatives

Après le stage, bénéficiez de 3 mois d'accès gratuit à l'actualité thématique en ligne des Éditions Législatives :

- pour rester en veille juridique et documentaire
- pour accéder aux dossiers juridiques des Éditions Législatives

1 jour

727 €HT

• 29 juin

Réf. C09 B1088

• 20 nov.